

# Secours I Service de santé au travail I Inspection du travail

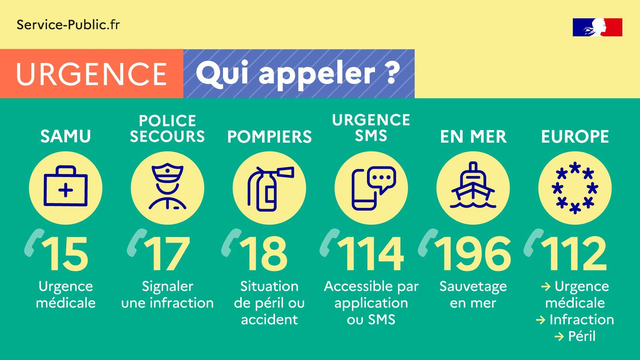
*Article D. 4711-1 du Code du Travail*

## Secours

**Sauveteur(s) secouriste(s) du travail**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. | Téléphone : Cliquez ici pour entrer du texte. |
| Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. | Téléphone : Cliquez ici pour entrer du texte. |

**Services de secours d’urgence**

****

## Service de santé au travail

Nom du service : CEDEST

Nom du médecin du travail : Cliquez ici pour entrer du texte.

Adresse : 4-12 rue Albert Thomas – 59240 COUDEKERQUE BRANCHE

Téléphone : 03.28.24.98.98

Contact via le formulaire sur le site <https://www.cedest.net/>

## Inspection du travail

Nom : Cliquez ici pour entrer du texte.

Adresse : Cliquez ici pour entrer du texte.

Téléphone : Cliquez ici pour entrer du texte.

Mail : Cliquez ici pour entrer du texte.

Version du Cliquez ici pour entrer une date.



# Lutte contre le harcèlement

*Page 1/2*

## Harcèlement moral

### Article 222-33-2 du Code Pénal

Le fait de harceler autrui par des propos ou comportements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d’altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel, est puni de deux ans d’emprisonnement et de 30 000 € d’amende.

## Harcèlement sexuel

### Article 222-33 du Code Pénal

I. - Le harcèlement sexuel est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

L'infraction est également constituée :

1. Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime par plusieurs personnes, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée ;
2. Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime, successivement, par plusieurs personnes qui, même en l'absence de concertation, savent que ces propos ou comportements caractérisent une répétition.

II. - Est assimilé au harcèlement sexuel le fait, même non répété, d'user de toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

III. - Les faits mentionnés aux I et II sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.

Ces peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende lorsque les faits sont commis :

1. 1Par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;
2. Sur un mineur de quinze ans ;
3. Sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur ;
4. Sur une personne dont la particulière vulnérabilité ou dépendance résultant de la précarité de sa situation économique ou sociale est apparente ou connue de leur auteur ;
5. Par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice ;
6. Par l'utilisation d'un service de communication au public en ligne ou par le biais d'un support numérique ou électronique ;
7. Alors qu'un mineur était présent et y a assisté ;
8. Par un ascendant ou par toute autre personne ayant sur la victime une autorité de droit ou de fait.



# Lutte contre le harcèlement

*Articles L.1153-5 et D.1151-1 du Code du Travail - Page 2/2*

## Harcèlement sexuel

### Coordonnées des autorités et services compétents

Pour des renseignements ou être accompagné dans vos démarches, vous pouvez contacter :

Le **médecin du travail** de votre service de santé au travail

Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. Téléphone : 03.28.24.98.98

L’**inspection du travail**

Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. Téléphone : Cliquez ici pour entrer du texte.

Le **référent « lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes » de l’entreprise**

*Obligation pour les entreprises d’au moins 250 salariés – article L. 1153-5-1 du code du travail*

Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. Téléphone : Cliquez ici pour entrer du texte.

Le **référent « lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes » du Comité Social et Economique**

*Si votre entreprise est doté d’un CSE – article L. 2314-1 du code du travail*

Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. Téléphone : Cliquez ici pour entrer du texte.

**Le Défenseur des droits**

Formulaire en ligne : https://formulaire.defenseurdesdroits.fr

Courrier : Défenseur des droits, Libre réponse

71120, 75342 Paris CEDEX 07 (inutile d’affranchir)

Téléphone en dernier recours : 09.69.39.00.00

Pour agir en justice, vous pouvez :

• Saisir le Conseil des prud’hommes pour manquement de l’employeur à ses obligations

• Porter plainte contre le harceleur :

* En vous adressant à un commissariat de police ou une brigade de gendarmerie
* En écrivant directement au procureur de la République à l’adresse du Tribunal de grande instance du lieu de l'infraction ou du domicile de l'auteur de l'infraction.

Version du Cliquez ici pour entrer une date.



# Interdiction de fumer et de vapoter



|  |  |
| --- | --- |
| Fumer ici vous expose à une amende de 450 euros. | Vapoter ici vous expose  à une amende de 150 euros. |
| Articles R.3512-2 et R.3512-3 du Code de la Santé Publique (CSP)  Article R.3515-2 du CSP et article 131-13 du Code Pénal | Article L.3513-6 du CSP, article R.3515-7 du CSP  Article 131-13 du Code pénal |

Pour arrêter de fumer, faites-vous aider en appelant le :

39 89

(0,15 €/min depuis un poste fixe, Tabac info service)



# Document unique d’évaluation des risques professionnels

# Convention ou accord collectif de travail

# Panneaux syndicaux

## Document unique d’évaluation des des risques professionnels

### Article R.4121-4 du Code du Travail

Modalités de consultation :Cliquez ici pour entrer du texte.

Lieu de consultation :Cliquez ici pour entrer du texte.

Date de mise à jour : Cliquez ici pour entrer une date.

## Convention ou accord collectif de travail

### Articles R.2262-1 et R.2262-3 du Code du Travail

Intitulé : Cliquez ici pour entrer du texte.

Lieu de consultation : Cliquez ici pour entrer du texte.

## Panneaux syndicaux

### Articles L2142-3 à L2142-7 du Code du Travail

Lieu de consultation : Cliquez ici pour entrer du texte.

Version du Cliquez ici pour entrer une date.



# Horaires de travail et repos I Congés payés

## Horaires de travail et repos

### Article L.3171-1 du Code du Travail

### Articles D.3171-1 À 3 du Code du Travail

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **JOUR** | **Matin** | **Après-midi** | **Nuit** |
| Lundi | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. |
| Mardi | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. |
| Mercredi | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. |
| Jeudi | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. |
| Vendredi | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. |
| Samedi | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. |
| Dimanche | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. | Cliquez ici pour entrer du texte. |

Dérogation aux horaires : Cliquez ici pour entrer du texte.

Jours hebdomadaire de repos : Cliquez ici pour entrer du texte.

## Congés payés

### Article D.3141-28 du Code du Travail

Période de prise des congés (2 mois avant le début des congés)

Cliquez ici pour entrer du texte.

Ordre des départs en congés

Cliquez ici pour entrer du texte.

Caisse des congés payés

Raison social : Cliquez ici pour entrer du texte.

Adresse : Cliquez ici pour entrer du texte.

Version du Cliquez ici pour entrer une date.



# Consignes de sécurité, d'incendie et avertissement de zone de danger

|  |  |
| --- | --- |
| **INCENDIE** | **EVACUATION** |
| Gardez votre calme  \\SRVCOUDEKERQUE\Administratifs\Système information\Communication\TEMPORAIRE TRAVAIL\INCENDIE-alarme.jpg  Déclenchez l’alarme  \\SRVCOUDEKERQUE\Administratifs\Système information\Communication\TEMPORAIRE TRAVAIL\INCENDIE-telephone.jpg  Appelez le **18** ou le **112**  Attaquez le foyer à la base avec un extincteur approprié  Dans la fumée, **baissez-vous**  L’air frais est près du sol | A l’audition du signal d’évacuation ou ordre d’un responsable  **Suivez les indicateurs du guide d’évacuation** :  Cliquez ici pour entrer du texte.  \\SRVCOUDEKERQUE\Administratifs\Système information\Communication\TEMPORAIRE TRAVAIL\SECOURS-sortie-vers-droite.jpgDirigez-vous **vers la sortie** la plus proche et le **point de rassemblement**  N’utilisez pas les ascenseurs et les monte-charges |
| **\\SRVCOUDEKERQUE\Administratifs\Système information\Communication\TEMPORAIRE TRAVAIL\SECOURS-point-rassemblement.jpg**  **POINT DE RASSEMBLEMENT** : Cliquez ici pour entrer du texte. | |
|  |  |
| **ACCIDENT** | **PREVENTION** |
| Appelez le Samu **12** (urgence médicale) ou le **112**  \\SRVCOUDEKERQUE\Administratifs\Système information\Communication\TEMPORAIRE TRAVAIL\SECOURS-telephone-urgence.jpg | Laissez **libre les issues de secours**  **N’encombrez pas les moyens de secours**  Ne **détériorez pas les dispositifs de sécurité** (extincteurs, trappes de désenfumage…)  Ne **stationnez pas** votre véhicule devant une **bouche d’incendie** |
| **Responsable(s) du matériel de secours :** | |
| Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. | Téléphone : Cliquez ici pour entrer du texte. |
| Nom : Cliquez ici pour entrer du texte. | Téléphone : Cliquez ici pour entrer du texte. |



# Égalité professionnelle et salariale

# entre hommes et femmes

*Page 1/2*

### Articles L.3221-1 à 7 du Code du Travail

### Article L.3221-1

Les dispositions des articles L. 3221-2 à L. 3221-7 sont applicables, outre aux employeurs et salariés mentionnés à l’article L. 3211-1, à ceux non régis par le code du travail et, notamment, aux agents de droit public.

### Article L.3221-2

Tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l’égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

### Article L.3221-3

Constitue une rémunération au sens du présent chapitre, le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum et tous les autres avantages et accessoires payés, directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l’employeur au salarié en raison de l’emploi de ce dernier.

### Article L.3221-4

Sont considérés comme ayant une valeur égale, les travaux qui exigent des salariés un ensemble comparable de connaissances professionnelles consacrées par un titre, un diplôme ou une pratique professionnelle, de capacités découlant de l’expérience acquise, de responsabilités et de charge physique ou nerveuse.

### Article L.3221-5

Les disparités de rémunération entre les établissements d’une même entreprise ne peuvent pas, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, être fondées sur l’appartenance des salariés de ces établissements à l’un ou l’autre sexe.

### Article L.3221-6

Les différents éléments composant la rémunération sont établis selon des normes identiques pour les femmes et pour les hommes. Les catégories et les critères de classification et de promotions professionnelles ainsi que toutes les autres bases de calcul de la rémunération, notamment les modes d’évaluation des emplois, sont établis selon des règles qui assurent l’application du principe fixé à l’article L. 3221-2. À l’issue des négociations mentionnées à l’article L. 2241-7, les organisations liées par une convention de branche ou, à défaut, par des accords professionnels remettent à la Commission nationale de la négociation collective et au Conseil supérieur de l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes un rapport sur la révision des catégories professionnelles et des classifications, portant sur l’analyse des négociations réalisées et sur les bonnes pratiques.

### Article L.3221-7

Est nulle de plein droit toute disposition figurant notamment dans un contrat de travail, une convention ou accord collectif de travail, un accord de salaires, un règlement ou barème de salaires résultant d’une décision d’un employeur ou d’un groupement d’employeurs et qui, contrairement aux articles L. 3221-2 à L. 3221-6, comporte, pour un ou des salariés de l’un des deux sexes, une rémunération inférieure à celle de salariés de l’autre sexe pour un même travail ou un travail de valeur égale. La rémunération plus élevée dont bénéficient ces derniers salariés est substituée de plein droit à celle que comportait la disposition entachée de nullité.



# Égalité professionnelle et salariale

# entre hommes et femmes

*Page 2/2*

### Articles R.3221-1 et 2 du Code du Travail

### Article R.3221-1

L’inspecteur du travail peut exiger communication des différents éléments qui concourent à la détermination des rémunérations dans l’entreprise, notamment des normes, catégories, critères et bases de calcul mentionnés

à l’article L. 3221-6. Il peut procéder à une enquête contradictoire au cours de laquelle l’employeur et les salariés intéressés peuvent se faire assister d’une personne de leur choix. En cas de mise en œuvre d’une procédure de règlement des difficultés dans les conditions prévues à l’article R. 2261-1, il prend connaissance des avis et observations formulés au cours de celle-ci.

### Article R.3221-2

Dans les établissements où travaillent des femmes, le texte des articles L. 3221-1 à L. 3221-7 sont affichés à une place convenable aisément accessible dans les lieux de travail ainsi que dans les locaux ou à la porte des locaux où se fait l’embauche. Il en est de même pour les dispositions réglementaires prises pour l’application de ces articles.

### Articles R.3222-1 à 3

### Article R.3222-1

Le fait de méconnaître les dispositions relatives à l’égalité de rémunération entre les femmes et les hommes prévues aux articles L. 3221-2 à L. 3221-6, est puni de l’amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe. L’amende est appliquée autant de fois qu’il y a de travailleurs rémunérés dans des conditions illégales. La récidive est réprimée conformément aux articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

### Article R.3222-2

Le fait de ne pas communiquer les éléments concourant à la détermination des rémunérations dans l’entreprise, en méconnaissance des dispositions de l’article R. 3221-1, est puni de l’amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

### Article R.3222-3

Le fait de ne pas afficher dans les lieux de travail ainsi que dans les locaux ou à la porte des locaux où se fait l’embauche, les articles relatifs à l’égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, conformément aux dispositions de l’article R. 3221-2, est puni de l’amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

Version du Cliquez ici pour entrer une date.



# Lutte contre la discrimination

*Page 1/2*

### Articles 225-1 à 4 du Code Pénal

### Article 225-1

Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de leur situation économique, apparente ou connue de son auteur, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. Constitue également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes morales à raison de l’origine, du sexe, de la situation de famille, de l’apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de la situation économique, apparente ou connue de son auteur, du patronyme, du lieu de résidence, de l’état de santé, du handicap, des caractéristiques génétiques, des mœurs, de l’orientation ou identité sexuelle, de l’âge, des opinions politiques, des activités syndicales, de l’appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée des membres ou de certains membres de ces personnes morales.

### Article 225-1-1

Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes parce qu’elles ont subi ou refusé de subir des faits de harcèlement sexuel tels que définis à l’article 222-33 ou témoigné de tels faits, y compris, dans le cas mentionné au I du même article, si les propos ou comportements n’ont pas été répétés.

### Article 225-2

La discrimination définie aux articles 225-1 et 225-1-1, commise à l’égard d’une personne physique ou morale, est punie de trois ans d’emprisonnement et de 45 000 euros d’amende lorsqu’elle consiste :

1. À refuser la fourniture d’un bien ou d’un service ;
2. À entraver l’exercice normal d’une activité économique quelconque ;
3. À refuser d’embaucher, à sanctionner ou à licencier une personne ;
4. À subordonner la fourniture d’un bien ou d’un service à une condition fondée sur l’un des éléments visés à l’article 225-1 ou prévue à l’article 225-1-1 ;
5. À subordonner une offre d’emploi, une demande de stage ou une période de formation en entreprise à une condition fondée sur l’un des éléments visés à l’article 225-1 ou prévue à l’article 225-1-1 ;
6. À refuser d’accepter une personne à l’un des stages visés par le 2° de l’article L. 412-8 du code de la sécurité sociale.

Lorsque le refus discriminatoire prévu au 1° est commis dans un lieu accueillant du public ou aux fins d’en interdire l’accès, les peines sont portées à cinq ans d’emprisonnement et à 75 000 euros d’amende.

### Article 225-3

Les dispositions de l’article précédent ne sont pas applicables :

1. Aux discriminations fondées sur l’état de santé, lorsqu’elles consistent en des opérations ayant pour objet la prévention et la couverture du risque décès, des risques portant atteinte à l’intégrité physique de la personne ou des risques d’incapacité de travail ou d’invalidité. Toutefois, ces discriminations sont punies des peines prévues à l’article précédent lorsqu’elles se fondent sur la prise en compte de tests génétiques prédictifs ayant pour objet une maladie qui n’est pas encore déclarée ou une prédisposition génétique à une maladie ou qu’elles se fondent sur la prise en compte des conséquences sur l’état de santé d’un prélèvement d’organe tel que défini à l’article L. 1231-1 du code de la santé publique ;



# Lutte contre la discrimination

*Page 2/2*

1. Aux discriminations fondées sur l’état de santé ou le handicap, lorsqu’elles consistent en un refus d’embauche ou un licenciement fondé sur l’inaptitude médicalement constatée soit dans le cadre du titre IV du livre II du code du travail, soit dans le cadre des lois portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique ;
2. Aux discriminations fondées, en matière d'embauche, sur un motif mentionné à l'article [225-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006417828&dateTexte=&categorieLien=cid) du présent code, lorsqu'un tel motif constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante et pour autant que l'objectif soit légitime et l'exigence proportionnée ;
3. Aux discriminations fondées, en matière d’accès aux biens et services, sur le sexe lorsque cette discrimination est justifiée par la protection des victimes de violences à caractère sexuel, des considérations liées au respect de la vie privée et de la décence, la promotion de l’égalité des sexes ou des intérêts des hommes ou des femmes, la liberté d’association ou l’organisation d’activités sportives ;
4. Aux refus d’embauche fondés sur la nationalité lorsqu’ils résultent de l’application des dispositions statutaires relatives à la fonction publique ;
5. Aux discriminations liées au lieu de résidence lorsque la personne chargée de la fourniture d’un bien ou service se trouve en situation de danger manifeste.

Les mesures prises en faveur des personnes résidant dans certaines zones géographiques et visant à favoriser l’égalité de traitement ne constituent pas une discrimination.

### Article 225-3-1

Les délits prévus par la présente section sont constitués même s’ils sont commis à l’encontre d’une ou plusieurs personnes ayant sollicité l’un des biens, actes, services ou contrats mentionnés à l’article 225‑2 dans le but de démontrer l’existence du comportement discriminatoire, dès lors que la preuve de ce comportement est établie.

### Article 225-4

Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l’article 121‑2, des infractions définies à l’article 225-2 encourent, outre l’amende suivant les modalités prévues par l’article 131-38, les peines prévues par les 2° à 5°, 8° et 9° de l’article131-39. L’interdiction mentionnée au 2° de l’article 131-39 porte sur l’activité dans l’exercice ou à l’occasion de l’exercice de laquelle l’infraction a été commise.

Version : Cliquez ici pour entrer une date.



A partir de 11 salariés

# Délégation du personnel

# Comité Social et Economique

## membres de la délégation du personnel

Effectif de l’entreprise :

11 à 25 (1 titulaire + 1 suppléant)

26 à 74 (2 titulaires + 2 suppléants)

75 à 99 (3 titulaires + 3 suppléants)

100 à 124 (4 titulaires + 4 suppléants)

125 à 174 (5 titulaires + 5 suppléants)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom** | **Collège** | | | |
| **Cadre** | | **Salarié** | |
| **Titulaire** | **Suppléant** | **Titulaire** | **Suppléant** |
| Cliquez ici pour entrer du texte. |  |  |  |  |
| Cliquez ici pour entrer du texte. |  |  |  |  |

Année : Cliquez ici pour entrer une date.

## Comité Social et Economique (CSE)

### Article R2314-22 du Code du Travail

Effectif de l’entreprise :

11 à 24 (1 titulaire + 1 suppléant) 150 à 174 (8 titulaires + 8 suppléants)

25 à 49 (2 titulaires + 2 suppléants) 175 à 199 (9 titulaires + 9 suppléants)

50 à 74 (4 titulaires + 4 suppléants) 200 à 249 (10 titulaires + 10 suppléants)

100 à 124 (6 titulaires + 6 suppléants)  250 à 399 (11 titulaires + 11 suppléants)

125 à 149 (7 titulaires + 7 suppléants) 400 à 499 (12 titulaires + 12 suppléants)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom** | **Titulaire** | **Suppléant** |
| Cliquez ici pour entrer du texte. |  |  |
| Cliquez ici pour entrer du texte. |  |  |

Année : Cliquez ici pour entrer une date.

Version du Cliquez ici pour entrer une date.



A partir de 50 salariés

# Règlement intérieur I Accord de participation

## Règlement intérieur

### Article R.1321-1 du Code du Travail

Le règlement intérieur est porté, par tout moyen, à la connaissance des personnes ayant accès aux lieux de travail ou aux locaux où se fait l’embauche.

Lieu de consultation :Cliquez ici pour entrer du texte.

## Accord de participation

### Article D. 3323-12 du Code du travail

Date de signature de l’accord : Cliquez ici pour entrer une date.

Lieu de consultation :Cliquez ici pour entrer du texte.

Signataires

Nom : Cliquez ici pour entrer du texte.

Nom : Cliquez ici pour entrer du texte.

Nom : Cliquez ici pour entrer du texte.

Nom : Cliquez ici pour entrer du texte.

Entrez du contenu à répéter, par exemple, d'autres contrôles de contenu. Vous pouvez également insérer ce contrôle autour de lignes d'un tableau pour répéter des parties de ce dernier.

Version du Cliquez ici pour entrer une date.